

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2015/08 PORTANT ACTUALISATION  
DU TABLEAU DE CLASSEMENT DES INSTALLATIONS EXPLOITÉES PAR LA**

**Société LOGICOR (Loren) Garonor II SAS  
Entrepôt 6  
à Saint Ouen l'Aumone**

Le Préfet du Val-d'Oise,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de l'Environnement Livre V Titre I et notamment son article L.511-2 ;

**VU** le décret n° 2010- 367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté n°15-092 du 16 février 2015 donnant délégation de signature à M. Alain VALLET, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

**VU** l'arrêté n°2015-DRIEE-131 du 20 février 2015 portant subdélégation de signature de Monsieur Alain VALLET, ingénieur général des mines, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à ses collaborateurs

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 31 mai 1994 autorisant la société GARONOR SERVICES à exploiter rue de la Patelle - ZAC des Bellevues à Saint Ouen l'Aumone, un entrepôt ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 2000 autorisant la société GARONOR à étendre l'entrepôt 6 autorisé par l'arrêté préfectoral susvisé rue de la Patelle - ZAC des Bellevues à Saint Ouen l'Aumone ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 12 janvier 2001 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 mai 1994 susvisé ;

**VU** le courrier préfectoral en date du 10 septembre 2008 prenant acte de la succession de la société GARONOR France III à la société GARONOR SA ;

**VU** le courrier de déclaration de changements de dénomination sociale et de siège social du 24 juin 2014 au profit de la société LOGICOR (Loren) Garonor II SAS ;

**VU** le courrier en date du 18 août 2014 prenant acte des changements de dénomination sociale et de siège social de la société GARONOR France III devenue LOGICOR (Loren) Garonor II SAS pour l'exploitation de l'entrepôt 6 composé de la partie autorisée en 1994 et celle autorisée en 2000 ;

**CONSIDÉRANT** qu' il convient d'actualiser le tableau de classement des activités présentes sur le site de la société LOGICOR (Loren) Garonor II SAS à Saint Ouen l'Aumone - entrepôt 6 suite aux modifications de la nomenclature des installations classées ;

**A R R E T E**

**Article 1**

La société LOGICOR (Loren) Garonor II SAS, dont le siège social est situé au 10 rue du Colisée à Paris (75 008), pour les installations « Entrepôt 6 » qu'elle exploite au rue de la Patelle - ZAC des Bellevues à Saint Ouen l'Aumone, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté ;

**Article 2**

Le classement des installations exploitées par la société LOGICOR (Loren) Garonor II SAS est actualisé ; les tableaux de classement précédents sont abrogés :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1510		E	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.	Entrepôt de matières combustibles divisé en 3 cellules (5 695 m <sup>2</sup> , 5 419 m <sup>2</sup> et 5 609 m <sup>2</sup> ) Entrepôt à simple rez-de-chaussée sans mezzanine	Volume de l'entrepôt	50 000 ≤ V < 300 000 m <sup>3</sup>	159 552 m <sup>3</sup>

L'exploitation de l'entrepôt est également soumise au respect des dispositions applicables aux installations existantes de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Article 3**

Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise : 2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 CERGY PONTOISE CEDEX :

1. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié ;
2. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté prolongé de six mois après la publication ou l'affichage de celui-ci, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois.


**Article 4**

Une copie de l'arrêté sera affichée en mairie de Saint Ouen l'Aumone pendant la durée d'un mois et sera déposée aux archives de la mairie pour être maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à l'unité territoriale de la DRIEE.

#### **Article 5**

Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France et le maire de Saint Ouen l'Aumône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de l'Unité Territoriale du Val  
d'Oise**



**Matthieu MOURER** ,

